



Au sommaire de ce numéro

Ce monde qui nous attend <i>Michel Berger</i>	2
Le choc des empires, de <i>JM Quatrepoint</i> , notes de lecture de <i>Claude Latreille</i>	5
Incorrigiblement communiste, livre de <i>H. Marlberg</i> , conseillé par <i>Jean-Louis Michniak</i>	6
Mélenchon, livre lu par <i>H. Nadin</i> ; manif anti-TAFTA, <i>JL Michniak</i> ; Fête du don, SEL de Montrouge, <i>F. Leclerc</i> ..	7
Le capital au XXIe siècle de <i>Thomas Piketty</i> , conseillé par <i>Pierre Colas</i> ; organisation d'attac 92.....	8

Bulletin d'adhésion en fin de journal

Plus que jamais, nous avons besoin d'Attac !

**Mais Attac a aussi besoin de vous !
Renouvelez votre adhésion à ATTAC**

Si vous êtes assujetti à l'impôt sur le revenu, vous pourrez déduire 66% de votre cotisation du montant de votre impôt.

30 % de votre cotisation est reversée à votre comité local (dans les Hauts de Seine, Attac 92), le solde permettant à Attac France de financer et articuler les campagnes nationales et internationales

Ecrivez, envoyez des articles !

**Diffusez, par courriel ou sur papier...
Abonnez vos parents, vos amis !
Il vous suffit de nous le demander.
Faites-leur plaisir!**

« Le pouvoir des transnationales, illégitime et non élu, veut en finir avec la démocratie »

nous alerte **Susan George** (Présidente d'honneur d'Attac France), dans un entretien stimulant, dont les conseils énergiques et lucides sont précieux pour commencer cette nouvelle année !

A l'occasion de la sortie de son dernier livre « **Les usurpateurs, comment les entreprises transnationales prennent le pouvoir** » aux *Editions du Seuil* (192 pages; 17€), Susan George (SG) s'est exprimée dans le magazine "Humanité-Dimanche (*HD 19/11/2014*). Voici quelques extraits de l'entretien de l'essayiste militante:

HD: "Dans votre ouvrage "les Usurpateurs", vous vous qualifiez de chercheur militant, quel sens cela a-t-il pour vous ?

SG: Les chercheurs en sciences sociales sont nécessairement de parti pris, du fait de leur champ d'étude. En outre, j'ai toujours été de ceux qui étudient le pouvoir. Dans mon premier livre ("Comment meurt l'autre moitié du monde") en 1976, je donnais un conseil: n'étudiez pas les pauvres, ils savent déjà ce qui ne va pas pour eux ! Mais si vous voulez les aider, travaillez sur ceux qui les maintiennent dans cette situation. C'est ce que je m'efforce de faire.

HD: Vous écrivez : "Nous sommes minoritaires? Tant mieux! " Pourquoi cela?

SG: Ce sont toujours les minorités qui ont les bonnes idées et, souvent il faut un temps très long pour que d'autres prennent conscience de cette idée, puis s'engagent, ou tout au moins ne s'y opposent plus.

HD: C'est donc une raison d'espérer?

SG: Je crois à ce que les scientifiques appellent la *criticalité auto-organisée*: un système physique ou chimique arrive à un point où sa configuration va changer, sans qu'on puisse dire quel grain de sable va susciter ce changement. Cela me semble fonctionner aussi en sciences sociales, en histoire ... L'exemple le plus récent, c'est l'immolation par le feu de Mohamed Bouazizi en 2010 en Tunisie, qui a déclenché une révolution qui continue ... Il me semble que l'on se rapproche de ce moment critique.

HD: Vous montrez que les ETN (entreprises transnationales) constituent aujourd'hui la première puissance collective mondiale, loin devant les gouvernements, dont vous précisez qu'ils leur sont trop souvent inféodés...

SG: Une étude de trois chercheurs de Zurich a montré comment 147 "super-entités" dominent l'économie mondiale.

Et les ETN se sont organisées dans ce but. Le lobbying vise à obtenir la législation qui est bonne pour l'entreprise. Cela existe toujours ... Mais depuis une vingtaine d'années se développent des coalitions par industrie, par branche, qui visent à obtenir des changements d'une tout autre ampleur. Elles font en sorte d'être là où les choix sont faits, là où on élabore, selon leurs désirs, l'avenir. Cela culmine dans le projet de traité transatlantique où elles se concentrent sur la régulation – les protections, en fait- concernant l'environnement, les consommateurs, la santé publique ... Cela va toucher la vie quotidienne de plus de 800 millions de personnes."

Que la lecture des lignes de cette prestigieuse avocate de l'altermondialisme nous donne l'énergie pour continuer notre combat pour un monde meilleur !

Bonne année 2015 à toutes et tous, sans oublier, bien sûr, l'adhésion à ATTAC

Jean-Louis Michniak

Ce monde qui nous attend (première partie)

Michel Berger

« *Le gouvernement et la coopération sont en tous temps et toutes choses les lois de la vie. L'anarchie et la concurrence sont en tous temps et toutes choses les lois de la mort* » *John RUSKIN (Unto this last)*

Le plein emploi, faut-il y croire encore ?

« Contre le chômage, on a tout essayé ». A regarder l'évolution de l'économie française depuis une trentaine d'années, on ne serait pas loin de donner raison à François Mitterrand. À la progression du chômage, les hommes politiques, les économistes, les industriels ne semblent posséder qu'un seul remède: la croissance.

Pour générer cette croissance que tous appellent de leurs vœux, la droite privilégie l'offre, la gauche la demande. La première en aidant les entreprises et en cherchant à réduire le coût du travail, la seconde en augmentant les salaires et les prestations sociales afin de doper la consommation des ménages et donc la relance de l'économie.

Aucune de ces politiques, à la fin des années 2000, n'a donné de résultat. Réduire le coût du travail en faisant pression sur les salaires a pour effet quasi-automatique de ralentir la consommation des ménages, et à l'inverse l'augmentation des salaires risque de diminuer la compétitivité et d'inciter les entreprises à délocaliser leurs activités, bien que la productivité des actifs en France soit l'une des plus élevées au monde.

Prisonniers de ce dilemme les gouvernements, qu'ils soient de droite ou de gauche, s'échinent à faire croire qu'ils appliquent des politiques différentes alors que leurs marges de manœuvre sont à peu près nulles. La droite est terrorisée par les risques de troubles sociaux si elle va trop loin dans l'écrasement des salaires, et la gauche par l'émigration des forces productrices et des investisseurs si elle en limite les profits. Tous se bornent à invoquer « la croissance » de manière incantatoire, sans savoir comment la retrouver, ni s'il est possible ou souhaitable qu'elle revienne.

Ni même si elle a encore un sens alors que le PIB est de plus en plus contesté comme indicateur de la qualité de vie.

Pour un peu on ferait des processions autour des Eglises comme autrefois pour demander la pluie.

Ces pseudo-différences masquent une indifférence commune sur le contenu du PIB, comme si toutes les richesses qui y sont cumulées avaient la même valeur. Or les économies modernes et en particulier celle de la France sont loin de ne produire que des richesses utiles. On m'objectera que la notion d'utilité d'un bien est tout à fait subjective et que les consommateurs ont tous sur le sujet des avis divergents. Sans tomber dans un débat qui a fait couler beaucoup d'encre, admettons que l'on peut s'accorder sur une grossière échelle de valeur, par exemple accorder plus d'importance au travail d'une infirmière qu'à celui d'un trader...

La production industrielle rapportée au PIB est deux fois plus faible en France qu'en Allemagne, et elle s'est effondrée en vingt ans, pour ne plus dépasser 13% en 2011. En contrepartie, les services se sont développés, mais ils regroupent toutes sortes d'activités: les emplois publics, l'éducation, la santé ou la recherche scientifique, mais aussi des emplois dans les secteurs commerciaux. Or, beaucoup de ces derniers ne produisent pas de richesses, mais ne sont que la conséquence d'un modèle économique fondé sur le marché et la compétitivité. Pour s'imposer, le « marketing », la publicité, le démarchage commercial mobilisent de nombreux emplois. Ils sont souvent difficiles à identifier dans la nomenclature générale, car intégrés aux activités productives.

Si on y regarde de près, ces actifs agissent les uns contre les autres : jamais la prospection commerciale ou la publicité n'ont augmenté le pouvoir d'achat cumulé de l'ensemble des acteurs économiques. Elles ne font que déplacer la demande d'un secteur d'activité vers un autre ou d'une marque vers une autre.

Pour s'en tenir au seul PIB, une question taraude. En France, et dans la plupart des pays il est en croissance, certes de plus en plus réduite, mais cela devrait signifier que les richesses que nous produisons ne diminuent pas, bien au contraire. Comme il y a de plus en plus de chômeurs et de travailleurs pauvres, qui consomment de moins en moins, il faut croire que ceux qui ont du travail ou qui vivent de leur rente en ponctionnent de plus en plus. D'où des inégalités croissantes qui prouvent simplement que la véritable question n'est pas celle des emplois, mais bien celle de la répartition des richesses. Inégalités confirmées par Thomas Piketty (*le capitalisme au XXIème siècle*) qui montre qu'au fil du temps, et hormis quelques périodes assez courtes dans l'histoire, les richesses s'accroissent toujours au profit des plus riches.

Cette situation masque la profonde gangrène qui s'est emparée des économies européennes. A l'exception peut-être de l'Allemagne qui a su conserver une activité industrielle fondée sur une structure efficace et innovatrice.

Partout ailleurs les activités industrielles réduisent leurs besoins en emplois, au profit des activités financières, spéculations boursières, « trading », souvent inutiles, et même nuisibles. En multipliant artificiellement les échanges, elles ralentissent du même coup la vitesse de circulation efficace de la monnaie, celle qui correspond à la création de richesses réelles.

Or le facteur le plus révélateur de la vitalité de l'économie, bien plus que le PIB, est cette vitesse de circulation de la monnaie. Sans entrer dans le débat entre monétaristes ou keynésiens, plus la masse monétaire tourne vite, plus l'économie produit de richesses. Or dans notre économie libérale, l'épargne non réinvestie dans un secteur productif tourne à vide dans

Hors-série n° 7 janvier 2015

des bulles spéculatives : Bourse, produits immobiliers, marché de l'art... Avec pour conséquence un ralentissement des échanges de biens réels. Les inégalités croissantes drainent la masse monétaire vers les plus riches. Ne pouvant consommer à l'infini, ils utilisent leurs ressources excédentaires en dehors des circuits productifs. Cette circulation non productive de la monnaie joue le même rôle que la cassette d'Harpagon ou le « bas de laine » de nos ancêtres.

Conséquence de ce ralentissement de l'économie réelle, la disparition des emplois. Mais elle est aussi due à une augmentation de la productivité du travail. Avec pour conséquence cette contradiction : produire de plus en plus pour de moins en moins de consommateurs.

Contradiction aussi entre le court terme et le long terme. Il est difficile dans la situation actuelle de ne pas espérer un retour de la croissance et avec elle une régression du chômage. Mais on peut raisonnablement supposer que le travail tel qu'on le conçoit deviendra de moins en moins nécessaire pour produire des richesses. Il faudra donc bien que les activités humaines changent de nature, autant s'y préparer tout de suite.

Le capital productif de la vieille Europe, et en particulier celui de la France, se concentre dans un nombre de plus en plus réduit de mains, souvent étrangères, et le travail, de moins en moins nécessaire, ne permet plus aux classes laborieuses de profiter d'un partage équitable des richesses produites. Le Capitalisme, appuyé sur la certitude de l'efficacité des marchés, signe à terme sa propre perte. Seuls les investissements étrangers dans les pays émergents permet aux plus riches de différer pendant encore un certain temps la catastrophe.

En quelques dizaines d'années la France a déjà perdu une partie de son patrimoine productif. Les vieilles industries, la sidérurgie, le textile, le papier, ont en grande partie disparu. Des industries plus récentes, telles que l'informatique, les appareils ménagers ne sont plus présentes en France que de manière marginale et le secteur automobile français ne survit provisoirement que grâce aux délocalisations, à ceci près que la robotisation, en supprimant beaucoup d'emplois, rend de moins en moins prégnant le coût de la main d'œuvre, ce qui réduit l'intérêt de la chercher ailleurs dans les pays où les salaires sont très bas.

Les rares fleurons dont se targuent nos gouvernants se résument à l'industrie nucléaire, à l'aviation, au matériel ferroviaire et aux travaux publics.

Dans cette situation, notre balance commerciale accuse des déficits croissants, et si la balance des paiements reste sensiblement équilibrée cela provient, sans que l'on semble s'en inquiéter outre mesure, de la vente de notre patrimoine. A commencer par nos activités productives, dont des pans entiers sont maintenant entre les mains de décideurs étrangers. Investisseurs qui souvent ne les achètent que pour les supprimer, car ils ne sont intéressés que par leur clientèle ou par certains savoir-faire, dans une structure industrielle mondiale en état de surproduction. Mais ces investissements étrangers concernent aussi un patrimoine plus diffus, comme l'hôtellerie de luxe, les terres agricoles, à commencer par les plus prestigieuses comme nos vignobles. Dans cette aventure, même notre patrimoine touristique commence à être menacé.

Toutes ces acquisitions étrangères nous préparent à une situation comparable à celle des anciens pays colonisés, lorsqu'une majeure partie de leurs activités profitait essentiellement aux investisseurs étrangers, à l'époque essentiellement les Européens.

Jusqu'aux années récentes, les politiques officielles avaient fait leur deuil de nos industries. Les emplois perdus ont été un temps compensés par des activités de services censées nous faire vivre et s'exporter facilement. On comptait sur notre suprématie technique et scientifique et sur la puissance innovante de nos activités intellectuelles. C'était oublier que des pays très peuplés comme l'Inde ou la Chine étaient capables de former en une ou deux générations nombre d'ingénieurs et de concepteurs. Cette diffusion de connaissances autrefois possédée en priorité par l'Occident est accélérée par nos exportations de savoir-faire liées aux délocalisations industrielles.

Comme on l'a vu ces pertes d'emplois sont aggravées par l'augmentation de la productivité. Celle-ci est demeurée en France une des meilleures du monde, mais cette faible avance ne suffit pas à compenser la différence de coût de la main d'œuvre avec les pays émergents. Ce relatif surcoût du travail n'est pas seul en cause dans la faiblesse de l'économie Française. S'il est en moyenne légèrement plus élevé en France qu'en Allemagne, c'est inexact dans le secteur industriel.

Ce qui s'est passé dans le secteur agricole est en train de se généraliser à tous les domaines d'activités, en premier lieu à l'industrie. Il y a deux siècles la majeure partie de la population était occupée à nourrir la totalité, alors que de nos jours, à peine 5% suffisent. Dans la continuité de l'augmentation inévitable et souhaitable de productivité, la production de richesses matérielles exigera de moins en moins d'emplois, et celle des richesses immatérielles, formation, éducation, innovation, création artistique, services à la personnes, échappent de plus en plus aux cadres économiques classiques : ceux de l'entreprise, de la division sociale du travail, de l'investissement capitaliste et du salariat.

Vers un « revenu d'existence » ?

Que signifie, dans ces conditions, la recherche permanente de la croissance ? A l'inverse, l'idée de « décroissance » a un relent de retour en arrière et de refus du progrès, même si tout le monde admet que c'est une mesure nécessaire dans certains

domaines de l'économie, en particulier ceux qui se nourrissent des biens naturels non renouvelables: minerais, énergie fossile.

A y regarder de plus près, les richesses qui entrent dans la comptabilité économique ne représentent qu'une part limitée de toutes celles dont nous profitons. Toutes les autres, informelles et non recensées, se développeront d'autant plus que le temps de travail au sens traditionnel du terme se réduira.

Ne nous leurrions pas, les emplois classiques ne reviendront pas, et l'objectif du plein emploi est une illusion. L'inexorable diminution du temps de travail, observé depuis des décennies est loin d'être achevée. Ce n'est pas un drame si notre productivité nous permet de fabriquer assez de richesses utiles pour tous sans exiger autant de « travail » au sens traditionnel du terme. Ceci bien sûr à condition de savoir partager ces richesses en fonction d'autres critères : c'est une révolution qui remet en cause toute la division sociale du travail et la réciprocité devenue toute théorique entre production de richesses et droit d'en user. Théorique car de tout temps les hommes n'ont eu de cesse de s'emparer des richesses produites par les autres. Par la force comme ce fut le cas des sociétés esclavagistes ou par le maintien d'organisations sociales qui justifient la prédation, comme c'est le cas du capitalisme. Car gagner plus en travaillant moins est un souhait universel.

L'esclavage a marqué cette forme de domination pendant des millénaires. Il n'a pas totalement disparu, mais ne s'exerce plus que sous des formes dissimulées. La réprobation de l'esclavage, récente au regard de l'histoire, est néanmoins devenue quasi-universelle. En revanche le salariat est la forme la plus usitée du travail, et celle sur laquelle tout le monde compte pour « créer des emplois ». Sur près de 27 millions d'emplois en France, 24 sont des emplois salariés, dont près de 7,7 millions d'emplois publics, et seulement 3 millions sont des emplois non salariés. Or le salariat implique comme l'esclavage une dépendance, non plus celle de l'esclave vis à vis de son maître, mais celle du salarié vis-à-vis de son employeur. Dépendance moins sévère mais néanmoins très réelle. Si l'employeur n'a pas tout à fait le droit de vie ou de mort sur le salarié, comme le maître l'avait sur l'esclave, la différence est toute relative. Car celui qui perd son salaire perd aussi le droit d'exister. La société y remédie (en partie) grâce à des mesures dites « sociales », mais celles-ci ne portent que sur la survie physique, et encore très partiellement. L'existence morale, affective, intellectuelle est refusée au chômeur. Et c'est insupportable dans une société qui se prétend civilisée. Car n'en déplaît à certains, le chômage est plus que rarement volontaire.

Si l'humanisme progressait dans les esprits, et avec lui le refus de toute dépendance entre les hommes, le salariat devrait susciter une répulsion analogue à celle que nous ressentons vis-à-vis de l'esclavage. Car le salariat est à l'esclavage ce que la prostitution est au viol. Il faudra bien qu'un jour on s'en indigne.

Cette remise en cause du salariat et de tous les modes de production et de distribution des richesses serait vaine sans une vision à long terme. Vision utopique, mais rattachée à la tradition humaniste, celle d'Erasmus, de Thomas More, et plus tard celle du siècle des Lumières, de Voltaire, de Condorcet, de Diderot, de Jefferson et de bien d'autres. Elle existe déjà dans les propositions de revenus d'existence, mais sa mise en pratique se heurte à la difficile cohabitation entre une économie capitaliste fondée sur la loi du plus fort, et un « Etat providence » soupçonné de favoriser la nonchalance et la paresse. Cette allocation, dispensée indifféremment à tous, de la naissance à la mort, pourrait cependant renverser le regard que nous portons sur ceux que rejette l'économie traditionnelle. Le « non-travail » pourrait alors être considéré comme la conséquence d'un choix – on gagne peu mais on réduit ses besoins - et non plus celle d'un rejet par la société. Il s'agit donc d'un système nouveau à inventer pour s'insérer dans un mode de production fondé sur des valeurs telles que la solidarité, l'émulation, la gratuité...

J'entends venir les critiques tant la défense de la « valeur travail » imprègne nos habitudes. Mais le travail n'a de valeur que s'il est créatif, librement consenti, susceptible d'apporter épanouissement individuel, expérience, amélioration des facultés physiques ou intellectuelles. S'il s'accompagne aussi de rapports sociaux liés à toute organisation collective. Or tous ces facteurs ont souvent en grande partie disparu dans nos formes modernes du travail. Ou du moins ils n'apparaissent plus que négativement lorsqu'une entreprise ferme ses portes. On les retrouve cependant dans les multiples formes d'organisation du temps libre, hobby, implication bénévole dans des associations, toutes activités qui concourent à la création de richesses collectives, même si elles ne rentrent pas dans l'économie monétaire et la quantification du PIB.

Que l'on entende bien, la forme salariale gardera encore longtemps une réalité. Mais à condition que l'on parvienne à faire disparaître la brutalité de la dépendance du travail par rapport au capital. Par des règles plus strictes de droit, mais aussi en réhabilitant les entreprises publiques, par nature soumises au contrôle démocratique et non aux exigences du capital. L'histoire montre que ces structures publiques peuvent être tout aussi productives que les entreprises capitalistes.

On a même oublié que les premières fabriques industrielles étaient souvent des institutions d'Etat. Du temps de la Royauté, les arsenaux, certaines fabriques de drap, la construction et l'entretien des voies navigables, des routes, la gestion des forêts, l'extraction de minerais ont été bien souvent à l'origine des services publics entièrement dépendants du pouvoir. Plus près de nous, la période de la reconstruction et les « Trente Glorieuses » qui l'ont suivie avaient conservé une forte implication des entreprises nationales dans le patrimoine productif de la nation.

Autre forme d'organisation du travail, les SCOOP sont en plein essor, avec des succès commerciaux dus à une productivité intensive. Elles aussi ont éliminé en grande partie la dépendance, et on ne dira jamais assez combien celle-ci conduit à une insatisfaction permanente génératrice de perte de motivation et d'efficacité du travail.

Par un fait significatif, cette refonte nécessaire de l'organisation du travail se manifeste à un moment de l'histoire du monde où se pose de manière cruciale la question de l'énergie. Des 2 000 Kcal/jour/personne qui ont suffi pendant ses premiers millénaires à la survie de l'humanité, on est passé au XX^{ème} siècle à 230 000, soit un multiplicateur de plus de 100. Cette énergie artificielle s'est substituée en grande quantité au travail humain. Or, en grande partie gaspillée, elle est d'origine fossile et en voie de disparition. On ne réglera pas la question du travail sans avoir mis au point des sources d'énergie renouvelables dont la distribution mondiale devra être beaucoup plus égalitaire si l'on veut éviter des conflits meurtriers. Mais la transition énergétique indispensable ne peut dépendre d'une simple compétition entre les mains des opérateurs capitalistes. Dans la situation actuelle, chacun s'efforce de conserver aussi longtemps que possible sa survie, sans se soucier d'une vision à long terme.

[Dans les prochains numéros, nous publierons la deuxième partie de ce texte. Michel Berger se livrera à un exercice d'anticipation, introduit par les lignes suivantes : Comme à chaque instant de l'histoire de l'humanité, une alternative se présente entre ce que nous craignons de l'avenir et ce que nous en espérons. Se projeter dans quelques décennies en illustrant les deux faces possibles de ce qui nous attend n'est pas un exercice nouveau : déjà au quatorzième siècle Ambrogio Lorenzetti s'y était livré sur les fresques de Sienne...]

-
«Le choc des empires » de Jean-Michel Quatrepoint (Ed. Gallimard 2014)

Notes de lecture de Claude Latreille

De ces trois empires majeurs sur la scène mondiale du XXI^{ème} siècle – Etats-Unis, Chine, Allemagne – lequel dominera l'économie-monde ? Je ne parlerai pas de la Chine dont on sait que l'objectif est de redevenir la première puissance mondiale qu'elle était au XVIII^{ème} siècle. Ni des Etats-Unis qui restent la superpuissance militaire et cherchent à conserver leur hégémonie économique en signant des accords de libre-échange transatlantique et transpacifique. Mais je parlerai de l'Allemagne présenté ici comme le troisième challenger.

De l'Allemagne qui, en imposant son modèle économique à l'Union européenne, a bâti une Europe allemande. Ses ambitions sont mercantiles plus que politiques, militaires, idéologiques ou culturelles. Pour tout ce qui n'est pas commercial, le gouvernement, la majorité de la classe politique et de l'opinion publique se satisfont du leadership américain. L'Allemagne a conquis l'Europe et le monde par l'ordolibéralisme, c'est-à-dire par le commerce, le libre-échange et le contrôle de la dette des pays qui ont la même monnaie qu'elle.

Réjouissons-nous de l'excellente performance de la première économie européenne. Inspirons-nous de son art du consensus entre sphère politique et sphère entrepreneuriale, plus efficace que notre culture de l'affrontement. Apprécions son exigence de qualité pour tous les produits « made in Germany ». Acceptons sa position dominante justifiée, à condition toutefois qu'elle s'affirme dans le respect des intérêts communs des membres de l'Union.

Mais soyons lucides aussi. Derrière la belle façade allemande, il y a « une société de plein emploi précaire » (Klaus Dörre, Fondation Rosa Luxemburg, 2014). Ses succès industriels sont basés sur un choix privilégiant l'exportation et sur une conception de la monnaie qui renforcent les déséquilibres en Europe.

Pour éviter que l'Europe reste une simple zone de libre-échange inféodée aux Etats-Unis et que l'euro soit un mark-bis, surévalué pour la plupart des membres de l'Union, c'est à nous, petits et grands pays, du Sud comme du Nord, à être des partenaires actifs, participant à la définition et à la défense de l'intérêt général.

Il faut regrouper les bonnes volontés européennes convaincues d'un destin commun indépendant, s'appuyer sur les points forts de chacun pour constituer une zone de créativité et construire, non pas contre mais avec les autres nations, un monde du bien-vivre.

Et nous, France, dans ce concert des nations ? Dans une Europe « devenue lieu de rapports de force où chaque nation défend ses intérêts » (René Passet), nous pouvons restaurer notre crédibilité morale et politique en nous montrant plus coopératifs avec nos partenaires et en dégagant avec eux une vision de long terme ambitieuse « sur des bases écologiques et solidaires » (D. Plihon). Nous avons des atouts pour y parvenir : savoir-faire technologique, capital humain et culturel, expertise reconnue dans les domaines de la défense, de l'énergie, de l'espace, des transports, des travaux publics...

Osons donc ce sursaut. Osons mobiliser les citoyens en leur expliquant avec clarté où nous allons, pourquoi et comment nous y allons. Agissons : le temps n'est plus aux diagnostics, car nous connaissons nos faiblesses et nos manques. Il nous faut être, enfin, les acteurs de notre futur et les inventeurs du changement. Osons saisir les opportunités d'un monde multipolaire en pleine mutation et œuvrons à des programmes ralliant toutes les compétences, d'où qu'elles viennent.

Oser le changement ? N'est-ce pas très utopique alors que notre classe politique, en mal permanent de réélection, se montre si frileuse dans l'exécution des réformes nécessaires et si craintive dans la défense de l'intérêt général ? C'est en tout cas indispensable –et possible- si l'on ne veut pas se faire sortir du jeu alors que les cartes se redistribuent à l'échelle mondiale.

“Incorrigiblement communiste”, un livre d'entretiens-témoignages de **Henri Malberg** conseillé par **J-L Michniak**

Etant depuis déjà quelque temps intéressé par le mouvement ouvrier et par les activités des militant-e-s du Parti Communiste Français (PCF), j'ai lu avec plaisir, et émotion aussi, ce livre contenant des souvenirs et de nombreuses réflexions et propositions pour l'avenir, d'un militant resté fidèle à ses engagements fondamentaux, depuis ... 70 années !

Ce livre de 200 pages est paru aux “ Editions de l'Atelier », prix env. 16 €.

Henri Malberg, militant communiste dès 1944, a été secrétaire de la Fédération de Paris du PCF, conseiller municipal du 20ème arrondissement de Paris, puis élu au Conseil de Paris. Ne niant pas les erreurs, les retards, les insuffisances de son Parti, ce vétéran expose clairement ses convictions, ses espoirs, avec enthousiasme, réalisme, ironie, “avec l'espoir indéfectible d'une vie meilleure pour chacun”. Répondant très franchement aux questions de deux jeunes journalistes, Henri Malberg (que j'ai eu l'occasion de voir à diverses occasions) évoque plusieurs sujets majeurs: la réforme, la révolution, la lutte des classes, la liberté, l'individu, l'écologie, le socialisme, le communisme (l'authentique !) ...

Il ne gomme nullement les tragiques événements communistes internationaux :” le système soviétique a résisté, souvent fait des choses merveilleuses et souvent des choses horribles. Mais il n'a pas réussi à se réformer. Il est resté un système bloqué, aux dirigeants bornés et dogmatiques, sans culture politique vivante, focalisés sur la compétition internationale, même lorsque le rapport des forces militaires était équilibré depuis longtemps... Contrairement aux illusions, il n'y avait plus en Union soviétique depuis longtemps de Parti communiste. C'est-à-dire un corps vivant et démocratique de personnes engagées dans la vie politique et sociale ayant du pouvoir sur ceux qui dirigent... La destruction de fait du Parti communiste soviétique fut un handicap terrible pour la démocratie socialiste ...” Ce n'était plus “qu'une courroie de transmission des décisions prises dans les plus hautes instances. En quelque sorte, un appareil unique dirigeant de l'Etat et dirigeant du Parti”.

Mais, l'auteur qui essaie “de comprendre avec le cœur et l'intelligence” note ce qu'a écrit Karl Marx: “l'histoire avance aussi par ses mauvais côtés”. Il cite des éléments à mettre au crédit du mouvement communiste “qui a construit un immense espoir au XX^{ème} siècle ; il n'a pas réalisé tous ses objectifs, mais ce qu'il a semé est là, puissant et vivant. Toutes les victoires comme celles du Front populaire ou du programme du Conseil National de la Résistance, l'existence du SMIC, de la retraite ou de la Sécurité sociale, la libération de cent peuples du colonialisme, la révolution en Chine et au Vietnam, Cuba et le mouvement progressiste en Amérique latine, bref, tout ce qui a bougé au XX^{ème} siècle a quelque chose à voir avec le rapport des forces politiques et idéologiques que l'existence de l'Union soviétique avait créé. D'ailleurs, c'est depuis sa disparition que le capitalisme s'est déchainé pour tout reprendre. N'en déplaise à certains, je n'oublie jamais cela.”

Puis, fort judicieusement, Henri Malberg écrit que “Le capitalisme semble être le grand vainqueur du XX^{ème} siècle, mais la crise actuelle qui parcourt l'humanité accroît ma confiance. Le siècle qui commence sera celui du retour de nouvelles révolutions démocratiques ...” Il poursuit: “J'ai honte de voir le retour des milliardaires russes qui sont du même acabit que les nôtres. J'ai une immense reconnaissance pour le peuple russe et les peuples qui constituaient l'Union soviétique. Je n'oublie pas les 25 millions de morts contre Hitler. Autant que tous les autres peuples réunis: Britanniques, Américains et Français, Polonais, mais aussi Allemands et Italiens ...tous les peuples ont une longue mémoire et ne cessent jamais de rêver à un monde meilleur.”

Henri rappelle que nous sommes “dans un paysage dévasté et en crise”, qu'il faut “être soi-même et ouvert aux autres”, et cite une formule quasi-pédagogique de Gramsci disant “qu'il faut savoir allier le pessimisme de l'intelligence et l'optimisme de la volonté”. Il pense que “la question du changement de société est à nouveau posée. Le capitalisme n'est pas l'avenir de l'humanité ... Les temps mûrissent à nouveau.”

Il parle, bien sûr, de l'urgence, en termes véritablement altermondialistes, de faire “la rupture de la domination du capital financier qui mène le bal d'un monde détraqué. La finance est devenue l'ennemi public numéro un. L'ennemi n'est pas l'argent en général, cet instrument de mise en relation dans la société.”

Il dénonce “la dictature financière, un superimpérialisme mis en place, sans foi, ni loi, sans patrie, de tous les horizons, d'Europe, des Amériques, du Monde arabe et d'Asie”.

Il indique d'autres mesures (dont la Taxe Tobin) pour libérer les peuples de l'oligarchie financière qui fait tant de dégâts aux êtres humains et à la planète; il fait référence au Manifeste des Economistes atterrés, au petit livre du regretté Stéphane Hessel (“Indignez-vous!”), au prix Nobel Joseph Stiglitz, etc.

Henri Malberg évoque beaucoup d'autres points, du “haut” de son long chemin de militant (fait de hauts et de bas!) et affirme son soutien à tout ce qui peut participer à “un vrai projet démocratique de changement”, sans être dans la démarche du “tout ou rien” !

En lisant ce livre fait d'une riche expérience politique et humaine, avec un ton d'humilité, j'ai pensé à de nombreux militant-e-s de sa génération (enfants au début de la Guerre de 1939-1945) que j'ai côtoyés et souvent appréciés. Je songe à leur générosité, à leur dynamisme, à leur foi en l'Être humain, malgré parfois quelques illusions ou visions "avec œillères". Mais quelles leçons de vie ; c'est aussi pour moi un triple rappel pour "tenir la route" du combat social: être critique, être constructif, être crédible (la règle des 3 C ? !).

Echos de la Fête du don organisée par le SEL de Montrouge

Françoise Leclerc

La Fête du don cette fois-ci encore a été une grande réussite. La journée a été très ensoleillée, nous avons même dû installer le parasol dans l'après-midi. Merci à Jean-Jacques de nous avoir accueillis dans son jardin. D'autres se joignent à moi pour le remercier.

Nous nous sommes régalez de quiches, pain de courgettes, salades variées et de nombreux desserts excellents.

La plus grande partie des vêtements a trouvé preneur ; les vêtements restants seront récupérés par Caroline et distribués à une association.

Les livres se retrouveront sur le stand du Livre voyageur (sur le marché Victor Hugo à Montrouge de 10h à 12h30, le premier dimanche de chaque mois)

Nous étions plus de quarante présent-es et une quinzaine s'est excusée. Des nouveaux/elles adhérent-es sont venu-es et ont pu ainsi rencontrer les ancien-nes du SEL. Ils/elles ont apprécié l'ambiance conviviale qui y règne. Des contacts ont même été pris.

Chaque mois les adhérents qui le souhaitent se retrouvent, un lundi, à la Pizzeria Magdalena.

Un écho de la manif anti TAFTA/CETA et TISA à Paris le 11 octobre

Jean-Louis Michniak

Le but est de rejeter 3 accords commerciaux en cours de négociation ou de finalisation: TAFTA (grand marché transatlantique, entre l'Union Européenne/UE et les USA) , et aussi: CETA (accord économique entre l' UE et le Canada) et TISA (accord sur le commerce des services entre des dizaines d' économies mondiales, dont les membres de l' UE) .

Différentes organisations du Collectif national "Stop TAFTA" étaient présentes: Attac, NPA, PCF, Parti de Gauche, Nouvelle Donne, Europe-Ecologie-les Verts, Union Syndicale Solidaire/ SUD, etc. On pouvait noter aussi les participations (remarquables en dynamisme, en couleurs, et en gaieté !) des Mouvements des Jeunes Socialistes et des Jeunes Ecologistes.

Dans le cortège, quelques déguisements, pancartes et brèves animations de rues attireraient particulièrement le regard et les oreilles par leur originalité et leur humour: c'est excellent pour la "pédagogie", les messages "ardus" passent mieux parmi la foule !

Ce Samedi 11 Octobre après-midi, le défilé de protestation a rassemblé plusieurs centaines de personnes contre ces nouveaux projets malsains (notoirement défavorables aux particuliers et aux petites entreprises !) de la Place de Stalingrad (14h30) à la Place de la République (16h30) où il y a eu une convergence avec plusieurs groupes: les militant-e-s et proches venus soutenir l'action "Stop Alpha Coal" avec déambulation (réussie !) de spectaculaires "Kangourous" demandant l' arrêt du soutien de la Société Générale au gigantesque et pollueur projet minier en Australie ; les activistes de la lutte contre l' exploitation du Gaz et du Pétrole de schiste (Global Frackdown) et les manifestant-e-s opposés au Salon de la filière nucléaire qui a lieu au Bourget (World Nuclear Exhibition) (ce Collectif anti-nucléaire est porté, notamment, par Attac-France, le Réseau "Sortir du Nucléaire" et les amis de la Terre). Il y avait également un stand " Hypermarché Transatlantique" avec une Disco-Soupe mettant en évidence les nombreuses réutilisations (en musique!) du rebut alimentaire, source d'un gaspillage mondial ... phénoménal. Beaucoup de succès de cette authentique et festive "leçon" d'éducation populaire!

En bref, ce fut une journée réussie, même si, compte-tenu de ces sujets d'intérêt crucial, on aurait pu attendre encore beaucoup plus de personnes.

Une remarque personnelle: les slogans seraient peut-être plus lisibles, plus compréhensibles pour "l'homme ou la femme de la rue" si les sigles étaient plus explicites! Exemple: des interrogations sur le mot: TAFTA ; à compléter selon moi par "Grand Marché des Multinationales des USA et de l'Union Européenne". La "com" militante n'est pas toujours facile ...

J'ai vu des élu-e-s venues appuyer cet évènement, en portant leurs écharpes officielles; j'ai croisé diverses personnalités: Jean-Luc Mélenchon, Noël Mamère, etc. J'ai eu aussi le plaisir de saluer des responsables d'Attac : Thomas Coutrot, Aymard (bénévole au Siège), et des ami-e-s d' Attac 92: Marthe, Karine ... Cette manifestation a été une belle étape dans notre combat altermondialiste contre les Multinationales, les Oligarques de la Finance et le type de société qu'ils veulent nous imposer.

Mélenchon : une émission et un livre recommandés par *Hubert Nadin*

Je recommande l'écoute en podcast, d'une émission où Mélenchon se montre en forme plus que jamais ! Voici le lien.

http://pluzz.francetv.fr/videos/on_nest_pas_couche.html (le "leader maximo" arrive sur le plateau au bout d'une heure pour une heure décapante). Le voilà devenu un vrai écolo. Lire son livre *L'ère du peuple* 10 € 140 pages.

Hors- série n° 7 janvier 2015

Ce qu'il dit est honnête (du jamais dit jusqu'à présent, notre obligation de tenir compte du niveau de la population mondiale pour penser le monde de demain avec 10 peut-être 15 milliards d'êtres humains) et juste (le "peuple" s'est détaché de la politique parce que les élus en charge de la mise en œuvre d'une politique ne l'expliquent pas - voir les décisions prises par nos présidents, sous l'influence des lobbies et des énarques).

Une vraie question que l'on ne se pose pas assez à ATTAC (cela apparaît heureusement en page 1 de ligne d'Attac n° 99) comme dans les autres mouvements associatifs (voir les Amis de la Terre où je milite) : "repenser l'articulation entre mouvements et partis".

Le capital au XXI^{ème} siècle de Thomas Piketty

Notes de lecture de **Pierre Colas**

J'ai vu passer la note de lecture de notre ami Jean-Paul, mais j'avoue qu'elle ne m'a pas motivé, et peu après sur France Inter j'ai appris que ce livre était un succès aux US. Alors **j'ai plongé dans ces 950 pages et maintenant je vous conseille d'en faire autant.**

La réflexion part d'une étude remarquable de l'économie, dans le temps et l'espace, c'est à dire partout où les données existent. La conclusion est sans appel, nous progressons régulièrement et lentement (1%) sauf au XX^{ème} siècle. Les deux guerres mondiales ont redistribué les capitaux, et la reconstruction qui a suivi a créé les « 30 Glorieuses ». Cette période de croissance rapide ne peut se produire que dans des cas de rattrapage, comme aujourd'hui dans les pays émergents. En conclusion la faible croissance actuelle est normale.

Le capital progresse naturellement, et les rentes qu'il offre déséquilibrent les sociétés. Pour limiter cet effet de boule de neige la meilleure solution est l'impôt. Les guerres en cassant cet effet ont fait apparaître une classe sociale intermédiaire entre les rentiers et les travailleurs sans capital.

Pour arriver à ces conclusions le développement est d'une logique et d'une clarté remarquables. Des graphiques se déduisent les fonctions simples de simulation, et les références aux personnages de romans par leur exemplarité ajoutent du concret.

Au fil des chapitres la logique des philosophes et des économistes s'enchaîne, Malthus, Marx, Keynes, Milton Friedman, comme les briques d'un mur en construction.

L'érudition n'est jamais obsédante et au fil des images de société, les visages de nos proches apparaissent pour nous situer dans la page d'histoire que nous avons vécue au fil du XX^{ème} siècle.

Organisation d'ATTAC 92

Siège social: chez Eric Colas, 141 avenue Jean Jaurès 92140 Clamart attac92@attac.org

Président d'ATTAC 92 : **Jean-Louis Michniak** president.attac92@attac.org

Secrétaire : **Eric Colas** secretaire.attac92@attac.org Secrétaire adjointe : **Sophie Maloberti**

Trésorier : **Hubert Guérinet** Trésorière-adjointe : **Rosette Kebabdjian**

Fichier : **Nicolas Lasman**

Correspondant Electronique Local : **Jean-Paul Allétru**

Groupes de proximité :

Bagneux : Daniel Monteux **Asnières :** Guy Rodary **Clamart :** Thérèse Villame, Jean-Marie Malo **Courbevoie :** Annie Reynaud

Antony : Florence Lauzier, Hubert Nadin, Agnès Gandon, François Tonnerieux **Clichy :** Jean Quebre, Marthe Chabrol

Colombes : Bernard Kervella , Adda Bekkouche **Genevilliers :** Nelly Viennot **GP Mont Valérien / Nanterre :** Cyril Pocréau

Montrouge : Jean-Paul Allétru; Françoise Leclercq, Jean-Jacques Langlois

Site internet: <http://www.local.attac.org/attac92> (web.attac92@attac.org)

flux rss : <http://local.attac.org/attac92/spip.php?page=backend> TimeLine des actions : <http://local.attac.org/attac92clamart/spip.php?article518>

Angle d'ATTAC 92, le bulletin de ATTAC 92. Les bulletins à partir du numéro 36 sont regroupés dans la rubrique <http://local.attac.org/attac92/spip.php?rubrique111>.

Les archives des numéros 6 à 35 sont consultables ici : <http://local.attac.org/attac92/spip.php?rubrique178> CMM - Citoyen du Monde à

Montrouge Vous trouverez dans la rubrique <http://local.attac.org/attac92/spip.php?rubrique152>, les articles des récents numéros de Citoyen du Monde à

Montrouge à partir du numéro 90. Les archives de 1 à 89 (il manque quelques numéros entre 1 et 7) sont regroupées ici : (...) >

<http://local.attac.org/attac92/spip.php?article2181>

Et il y a de nombreuses notes de lecture à lire sur <https://local.attac.org/attac92/spip.php?article2173>

Bulletin d'adhésion 2015

NOM (en capitales) : **PRENOM :** **Homme / Femme (rayer la mention inutile)**

Date de naissance : **Profession :**

Adresse : **Code postal :** **Ville :** **Pays :** **Téléphone fixe**

..... **Mobile :**

Adresse électronique (pour recevoir les informations d'Attac) :

J'adhère à l'association Attac et verse pour l'année civile 2015 la somme (comportant l'abonnement de 10 € à Lignes d'Attac) de : cochez le montant choisi, en fonction de votre tranche de revenu mensuel (si vous ne souhaitez pas recevoir Ligne d'ATTAC, précisez le et retirez 10 €) :

tranches de revenu mensuel	de 0 à 450 € : 13 €	de 450 à 900 € : 21 €	de 900 à 1 200 € : 35€	de 1 200 à 1 600 € : 48€
	de 1 600 à 2 300 € : 65 €		de 2 300 à 3 000 € : 84 €	de 3 000 à 4 000 € : 120 €
	au-delà de 4 000 € : 160 €			

Il m'est possible d'apporter un soutien complémentaire à l'association : je procède à un apport supplémentaire de

J'effectue le règlement (rayer la mention inutile) :

Hors-série n° 7 janvier 2015

par chèque bancaire ou postal
par carte bancaire n° :
signature :

3 derniers chiffres : date d'expiration :

A adresser par courrier à ATTAC, **Attac, Service adhésions, 60643 Chantilly cedex** – France Pour tout renseignement, téléphoner au 01 56 06 43 60
Les informations recueillies sont nécessaires à votre adhésion. Elles font l'objet d'un traitement informatique et sont destinées au secrétariat de l'association. En application de l'article 34 de la loi du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit, veuillez vous adresser au siège d'Attac France.

Angle d'ATTAC, ATTAC92, chez Eric Colas, 141 avenue Jean Jaurès 92140 Clamart Resp. de la publication : Jean-Louis Michniak
(attac92@attac.org)